Department of Finance Canada | Ministère des Finances Canada

Recherche auprès de groupes de discussion sur la Mise à jour économique – printemps 2026

Rapport

Préparé à l'intention du ministère des Finances Canada

Fournisseur : Environics Research

Numéro du contrat : CW2368657

Valeur du contrat : 282 861,60 $ (TVH incluse)

Date d'attribution du contrat : 16 juillet 2024

Date de livraison : 4 juin 2026

Numéro d'enregistrement : POR 20-24

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca.

This report is also available in English.

Canada

Recherche auprès de groupes de discussion sur la Mise à jour économique – printemps 2026 – Rapport

Préparé à l'intention du ministère des Finances Canada par Environics Research

Juin 2026

Autorisation de reproduction

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca.

© Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2026.

N° de catalogue : F2-300/2026F-PDF

ISBN 978-0-662-37825-9

This publication is also available in English under the title *Post-Economic Update Focus Group Research – Spring 2026 – Report*

Cat. No.: F2-300/2026E-PDF

ISBN 978-0-662-37223-3

Table des matières

Sommaire ..... **i**
Contexte et objectifs i
Méthodologie i
Valeur du contrat i
Principales constatations ii
Énoncé de neutralité politique et coordonnées v
Introduction **1**
Contexte **1**
Résultats détaillés **1**
A. Mise à jour économique et projections du déficit 1
B. Mesures précises de la Mise à jour 3
C. Mesures favorisant l'abordabilité 5
D. Mesures relatives aux métiers spécialisés 7
E. Dernières évaluations 9
Annexe A : Méthodologie **11**
Annexe B : Guide de discussion **13**
Annexe C : Questionnaire de recrutement **18**

Sommaire

Contexte et objectifs

Le ministère des Finances Canada a retenu les services du cabinet Environics Research afin de réaliser, en mai 2026, une étude qualitative dans la foulée de la publication de la Mise à jour économique du printemps de 2026. L'étude avait pour objectif d'évaluer les impressions des Canadiens et Canadiennes à l'égard du contenu de la Mise à jour ainsi que des enjeux associés.

Méthodologie

Environics Research a mené, du 6 au 13 mai 2026, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe. Au total, 73 personnes ont pris part à ces discussions menées dans la foulée de la présentation de la Mise à jour économique du printemps au Parlement le 28 avril. Deux séances ont été organisées dans chacune des cinq régions suivantes : l'Ontario, les provinces de l'Atlantique, la Colombie-Britannique, les Prairies et le Québec. Dans chaque région, une séance a été menée auprès de participants et participantes plus jeunes (de 18 à 34 ans ou de 18 à 54 ans), et l'autre, auprès de personnes plus âgées (55 ans et plus). Les deux séances du Québec se sont déroulées en français, et les huit autres, en anglais.

Les 73 participants et participantes étaient âgés de 18 ans et plus et représentaient différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, d'environ 90 minutes, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes), qui ont chacune reçu une somme de 100 $.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 282 861,60 $ (TVH incluse). Le présent rapport porte sur la quatrième de quatre vagues de recherche prévues sur une période de deux ans, qui feront chacune l'objet d'un rapport distinct.

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du Ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le Ministère dans l'établissement de priorités, l'élaboration de politiques et la planification de programmes et de services.

Principales constatations

A. Connaissance spontanée de la Mise à jour et premières impressions

La connaissance spontanée de la Mise à jour économique du printemps était très faible, même après la mention de sa publication aux participants et participantes.

Les personnes dans l'étude étaient plus susceptibles d'avoir entendu parler d'actualités économiques sur les efforts du premier ministre pour tisser de nouveaux partenariats commerciaux, la flambée des prix du carburant en raison du conflit au Moyen-Orient, le taux de chômage en hausse ou la fermeture d'usines, ou de nouvelles générales sur les droits de douane imposés par les États-Unis et leur impact.

Il y a également eu quelques mentions spontanées d'éléments de la Mise à jour ayant fait les manchettes, comme la nouvelle allocation pour l'épicerie, la suspension temporaire de la taxe sur le carburant ou le fonds d'investissement souverain, et quelques personnes avaient entendu parler du fait que le déficit était plus bas que prévu.

B. Réactions aux projections du déficit

Le niveau de connaissance de nouvelles récentes sur le déficit fédéral était faible; seul un petit nombre de participants et participantes avaient entendu parler de son existence ou du fait qu'il est inférieur à ce qui était prévu. Certaines personnes supposaient que le déficit était énorme, puisque cela semble être la normale dans toutes les régions compte tenu du contexte économique actuel.

Les participants et participantes se sont dits peu préoccupés par le déficit. La plupart étaient d'avis qu'il est inévitable et qu'il ne serait pas réaliste d'essayer d'équilibrer le budget rapidement. Plusieurs n'y voient qu'un nombre et estiment que cela ne change pas grand-chose à leur quotidien.

Lorsqu'on leur a annoncé que le déficit s'élevait à 11 milliards de dollars de moins que prévu, les participants et participantes ont exprimé des réactions diverses. Beaucoup ont réagi positivement et étaient surpris d'apprendre que le déficit était moins élevé que prévu, étant donné les récents bouleversements économiques. D'autres mettaient en doute les montants sur lesquels reposait le calcul ou se demandaient si le déficit avait été surestimé dans le budget pour qu'on puisse dire dans la Mise à jour qu'il est moins élevé que prévu.

C. Mesures précises de la Mise à jour économique

Les mesures de la Mise à jour économique qui ont le plus marqué les participants et participantes étaient celles liées aux investissements en défense et dans les infrastructures, ainsi que celles dans la lutte aux crimes financiers.

De nombreux participants et participantes voyaient d'un œil favorable le Fonds pour un Canada fort, car ce dernier fait écho au désir de renforcer l'autonomie et l'autosuffisance du pays et est perçu comme une expression de patriotisme. Il y avait toutefois une certaine confusion à savoir comment le Fonds fonctionnerait exactement, et certaines personnes se demandaient quels surplus le Canada avait à investir.

La création de l'Agence de l'investissement pour la défense était également une mesure populaire. Il a été mentionné que le Canada avait maintenant un besoin accru en défense en raison de menaces émergentes et de perceptions selon lesquelles le secteur militaire était sous-financé depuis plusieurs années.

La lutte aux crimes financiers et l'adoption d'une Stratégie nationale antifraude ont également fortement trouvé écho auprès des participants et participantes, qui ont fait remarquer que de plus en plus de gens, surtout les personnes âgées, étaient victimes de fraude en ligne.

Il y avait également du soutien quant aux investissements visant à réparer les ports pour petits bateaux, une mesure qui cadrait à la fois avec une certaine sentimentalité pour les communautés côtières et les bienfaits environnementaux et économiques perçus. Les investissements dans les communautés autochtones étaient également vus favorablement. De nombreux participants et participantes ont fait mention de conditions sordides dans ces communautés et étaient d'avis qu'il s'agissait d'un enjeu auquel il fallait s'attaquer.

Les investissements dans les sports recevaient moins l'aval des gens, car ils étaient souvent perçus comme une mesure mineure qui ne répondait pas à un problème majeur perçu.

D. Mesures favorisant l'abordabilité

Les récentes mesures du gouvernement fédéral s'attaquant au coût de la vie étaient peu connues de manière spontanée. Un faible nombre de participants et participantes ont réitéré avoir entendu parler d'une allocation pour l'épicerie ou de la levée temporaire de la taxe d'accise sur le carburant – ou confondaient celle-ci avec la suspension de la taxe sur le carbone annoncée l'an dernier.

La mesure pour l'abordabilité que les participants et participantes jugeaient prioritaire le plus souvent dans la Mise à jour était l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, largement parce que le coût de l'épicerie est une source importante de préoccupation. Toutefois, plusieurs personnes se demandaient si elles seraient admissibles à l'allocation ou craignaient qu'il ne s'agisse que d'une mesure à court terme qui ne s'attaquerait pas aux causes profondes des prix élevés.

Beaucoup estimaient également que la suspension de la taxe d'accise sur le carburant constituait la plus importante mesure de la Mise à jour favorisant l'abordabilité en raison de son caractère très immédiat et concret pour ceux et celles qui doivent conduire un véhicule. Cela dit, certaines personnes ont indiqué que le prix du carburant était toujours en hausse et se demandaient si cet allègement fiscal bénéficiait effectivement aux consommateurs du pays.

Le soutien accru offert aux personnes en situation d'itinérance a aussi été bien reçu chez plusieurs participants et participantes, car il s'agit d'un enjeu très visible dans les collectivités de toutes tailles. Les réactions étaient davantage partagées en ce qui concerne l'octroi de 7 milliards de dollars en financement à faible coût pour les constructeurs, car certaines personnes hésitaient à savoir si une telle mesure se traduirait par des logements à faible coût.

La simplification du Crédit d'impôt pour personnes handicapées a été perçue comme une bonne mesure, mais largement une question de processus qui ne bénéficierait qu'à un petit nombre de gens.

La réduction du taux de cotisation au Régime de pensions du Canada (RPC) a été jugée peu significative dans l'ensemble, les participants estimant qu'elle ne représentait que de très petites économies pour la plupart des gens.

E. Mesures relatives aux métiers spécialisés

La plupart des gens n'avaient pas entendu parler des mesures du gouvernement fédéral pour favoriser l'emploi dans les métiers spécialisés.

Après qu'on leur a décrit le programme Une Équipe Canada forte associé à une enveloppe de 6 milliards de dollars et visant à accroître le nombre de Canadiens et Canadiennes faisant carrière dans les métiers spécialisés, l'ensemble des participants et participantes, ou presque, ont réagi très favorablement.

Dans la Mise à jour, les mesures précises touchant aux métiers spécialisés ayant le plus fortement trouvé écho étaient celle du programme Une Équipe Canada forte, qui aiderait les 15 à 30 ans à acquérir de l'expérience dans le domaine, et celle du Service d'apprentissage pour bâtir le Canada, qui offrirait des subventions salariales.

En général, les participants et participantes ont aimé toutes les mesures présentées et se réjouissaient de voir que le gouvernement du Canada mettait l'accent à ce point sur les métiers spécialisés, un domaine considéré par beaucoup comme ayant été injustement stigmatisé dans le passé.

F. Mise à jour économique du printemps – Association de mots et dernières évaluations

Lorsqu'on a demandé aux participants et participantes de réévaluer la Mise à jour économique du printemps dans son ensemble au terme de la discussion sur ses dispositions, les opinions étaient partagées, mais en général neutres ou positives.

Les termes les plus souvent utilisés pour décrire la Mise à jour étaient généralement plutôt positifs, par exemple, « espoir », « optimiste », « encouragement », « approche progressive » et « prometteuse ». Les personnes ayant réagi surtout positivement à la Mise à jour la voyaient comme un pas dans la bonne direction qui semble tenter de répondre à chacune des grandes préoccupations des Canadiens et Canadiennes. Comme la plupart des gens n'avaient rien entendu au sujet de la Mise à jour, ils se réjouissaient d'apprendre que le gouvernement s'affaire en ce sens.

Plusieurs participants et participantes ont décrit la Mise à jour à l'aide de termes plutôt neutres, comme « vague », « statu quo », « standard », « pensée magique » et « peu publicisée ». Certaines personnes ont souligné qu'elle n'avait reçu qu'une petite couverture médiatique et que cela les amenait à remettre en question son importance.

Un petit nombre de participants et participantes ont associé des termes plus négatifs à la Mise à jour, la qualifiant ainsi : « décevante », « médiocre », « *bof* » (ou « *meh* »), « faible » et « trop peu, trop tard ». Ceux et celles ayant une opinion plutôt négative de la Mise à jour étaient d'avis qu'il s'agissait d'une vision à court terme et de solutions plutôt « symboliques ».

Les gens étaient généralement d'avis que la Mise à jour montre que le gouvernement a de bonnes priorités, mais certaines personnes doutaient que ces mesures s'attaquent aux causes profondes et à long terme de nos difficultés économiques, et craignaient que leur impact soit trop petit pour changer véritablement les choses dans leur vie.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications et de l'image de marque. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416-820-1963

Fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat : CW2368657
Date du contrat initial : 16 juillet 2024
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca.

Introduction

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research afin de réaliser, en mai 2026, une étude qualitative dans la foulée de la Mise à jour économique du printemps, publiée le 28 avril 2026. Elle avait pour but d'évaluer le niveau de connaissance des Canadiens et Canadiennes au sujet de la Mise à jour ainsi que leur opinion de certaines mesures particulières dans le document. Les objectifs précis de la recherche étaient les suivants :

- mesurer le niveau de connaissance des Canadiens et Canadiennes au sujet de la Mise à jour économique du printemps (avril 2026) et leur réaction après qu'on la leur présente;
- explorer les attitudes à l'égard du déficit et des nouvelles projections budgétaires;
- évaluer les réactions aux mesures cadres précises de la Mise à jour économique, ainsi que celles liées au coût de la vie et aux métiers spécialisés;
- aider à orienter les communications tout au long de la mise en œuvre de la Mise à jour.

Contexte

Chaque année, le ministère des Finances est chargé de préparer une Mise à jour économique environ six mois après le dépôt du budget fédéral. Pour orienter les décisions en matière de dépenses prises dans le cadre de cette Mise à jour, il commande une recherche sur l'opinion publique en vue de mieux comprendre le contexte public dans lequel il transmet ses communications. Le recours à une méthode qualitative permet au Ministère de dresser un portrait clair et à jour de l'évolution de l'opinion de la population quant à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux mesures économiques mises en place par le gouvernement. Alors que l'économie canadienne continue de subir des pressions, les experts politiques, les économistes et les spécialistes des communications doivent demeurer au fait des opinions du public quant à l'état général de l'économie et aux mesures gouvernementales dans la sphère économique.

Résultats détaillés

A. Mise à jour économique et projections du déficit

Connaissance initiale de la Mise à jour

Au début de chaque séance, les participants et participantes devaient indiquer s'ils avaient récemment entendu parler de l'économie canadienne dans l'actualité. La connaissance spontanée de la Mise à jour économique du printemps était très faible. Lorsqu'on a demandé aux participants et participantes s'ils avaient entendu, au cours des dernières semaines, des actualités ou des annonces au sujet de l'économie canadienne, personne, ou presque, n'a nommé la Mise à jour économique du printemps. Les seules exceptions : deux ou trois personnes plus âgées qui se qualifiaient de mordues d'actualités, suivant les nouvelles de très près. Cependant, même ces personnes n'avaient qu'une vague idée d'une quelconque mise à jour ayant été récemment annoncée.

Cela dit, alors que peu de gens étaient au courant de la Mise à jour en tant qu'événement, certains ont évoqué des reportages s'y rapportant clairement, par exemple, la nouvelle allocation pour l'épicerie, la suspension ou la réduction de la taxe sur le carburant ou de vagues manchettes au sujet d'un fonds d'investissement de quelque sorte. De plus, un petit nombre de participants et participantes avaient entendu parler du déficit ou du fait qu'il était plus bas que prévu. On a indiqué aux participants et participantes qu'une mise à jour est normalement annoncée environ six mois après le dépôt du budget fédéral, et que cette Mise à jour économique du printemps a été déposée au Parlement le 28 avril. Même à la lumière de ces informations, très peu de gens se souvenaient ou étaient au courant de la Mise à jour, et personne ne se rappelait en avoir entendu parler. Certains ont affirmé être au fait des budgets fédéraux antérieurs, mais ne pas se rappeler de mises à jour économiques publiées dans le passé.

Alors que les participants et participantes ne connaissaient que peu ou pas la Mise à jour économique du printemps, ils étaient au fait d'autres actualités économiques, généralement un mélange de manchettes économiques canadiennes et internationales. De nombreuses personnes participant à l'étude ont indiqué avoir entendu parler des déplacements et des missions commerciales du premier ministre, ainsi que de ses efforts pour dénicher de nouveaux partenaires de commerce. D'autres ont mentionné des nouvelles sur les répercussions économiques de la guerre dans le golfe Persique, de l'augmentation du prix du carburant qu'elle amène, ainsi que de son effet d'entraînement sur le coût d'autres produits de base. Certaines personnes avaient également entendu, dans les jours précédant les séances, des nouvelles sur la hausse du taux de chômage au Canada ou la fermeture d'usines, ainsi que d'autres actualités générales sur les droits de douane imposés par le gouvernement américain et leur impact sur le Canada. Quelques participants et participantes ont également profité de l'occasion pour parler de la crise soutenue du coût de la vie et de leur difficulté à joindre les deux bouts.

Il convient également de souligner que plusieurs personnes, en particulier les plus jeunes, ont avoué être, en général, davantage exposées aux actualités économiques américaines, plutôt que canadiennes. Elles consultent les nouvelles à partir de fils d'actualités sur des plateformes de médias sociaux, telles que TikTok ou Instagram, qui sont souvent dominées par les manchettes américaines.

Réactions aux projections du déficit

Le niveau de connaissance des nouvelles sur le déficit était également plutôt faible. Comme il a été mentionné précédemment, un petit nombre de personnes plus âgées ont spontanément mentionné avoir entendu quelque chose au sujet du déficit ou du fait qu'il était moins élevé que prévu, mais la vaste majorité des gens n'avaient rien entendu à ce sujet. Certains confondaient le déficit fédéral avec celui de leur province, particulièrement en raison du fait que ces séances de discussion en groupe avaient lieu peu après que de nombreuses provinces ont déposé leur budget. D'autres présumaient qu'il devait y avoir un déficit énorme, puisque cela semble être la normale dans presque toutes les régions compte tenu du contexte économique actuel. Personne n'avait souvenir d'une période où il n'y avait eu aucun déficit et, à la lumière des nombreuses turbulences économiques amenées par la guerre au Moyen-Orient, ainsi que l'imposition de droits de douane et les autres différends commerciaux avec les États-Unis, on s'attendait à ce que le déficit soit important.

La vaste majorité se disait peu préoccupée par l'existence d'un déficit et le voyait comme inévitable. Pour la plupart, il ne s'agissait que d'un nombre, et il était difficile de s'en faire une idée concrète ou de voir en quoi cela affectait leur vie personnelle ou leur niveau de vie. La plupart des gens comprenaient que le gouvernement devait investir davantage pour renforcer l'autonomie et l'autosuffisance du pays, et qu'il ne serait pas réaliste d'essayer d'équilibrer le budget rapidement. Certaines personnes se rappelaient les

énormes déficits enregistrés au cours de la pandémie et la façon dont l'économie semblait avoir absorbé le tout. Beaucoup de participants et participantes ont indiqué que, bien que le déficit ne soit pas source de préoccupation immédiate, ils comprenaient néanmoins à un certain degré qu'il est mauvais de cumuler de larges déficits année après année, et qu'il faudrait avoir un plan quelconque pour reprendre le contrôle avant que cela ne devienne un problème majeur.

Lorsqu'on leur a annoncé que le déficit fédéral s'élevait à 11 milliards de dollars de moins que prévu, les participants et participantes ont exprimé des réactions diverses. Bon nombre de gens y voyaient un signe positif et se disaient soulagés d'apprendre que les choses évoluent dans la bonne direction, mais certains se demandaient en quoi le déficit de cette année se comparait à celui de l'an dernier. Quelques personnes étaient également surprises de voir que le déficit était moins élevé que prévu, croyant que les turbulences économiques récentes auraient donné lieu à un déficit encore plus important.

D'autres personnes étaient plus sceptiques à ce sujet. Elles mettaient en doute le calcul ayant mené au montant du déficit et se demandaient si on pouvait s'y fier, et certaines soupçonnaient que le déficit avait été délibérément surestimé dans le budget de l'automne pour qu'on puisse dire dans la Mise à jour qu'il est moins élevé que prévu. Les personnes ayant une opinion très négative ou cynique du gouvernement fédéral avaient tendance à adopter ce point de vue.

Il convient également de souligner que certains participants et participantes semblaient croire que le déficit ne pourrait être réduit que si le gouvernement apportait de bien plus importantes coupures dans ses programmes et se demandaient par conséquent ce qui avait été sabré sans qu'on en entende parler. Peu comprenaient la possibilité selon laquelle la taille du déficit pouvait également être influencée par le volume des recettes d'État. D'autres ne faisaient pas la différence entre le déficit et leur propre situation budgétaire, et associaient le déficit à la hausse du coût de la vie et à l'endettement personnel.

B. Mesures précises de la Mise à jour

Mesures préférées dans la Mise à jour

On a fait savoir aux participants et participantes que la Mise à jour économique renfermait plusieurs mesures précises, mais qu'ils allaient seulement examiner six d'entre elles. On leur a ensuite demandé de choisir les deux dispositions qui se démarquaient le plus pour eux de façon favorable. Les mesures présentées étaient les suivantes :

a. *Présentation du **Fonds pour un Canada fort**, un fonds d'investissement souverain qui investira dans des entreprises et des projets canadiens stratégiques sur le plan commercial. Les Canadiens et Canadiennes auront la possibilité d'investir dans le Fonds et de partager les rendements financiers générés par ces projets.*
b. *Présentation de **l'Agence contre les crimes financiers** et de la **Stratégie nationale antifraude** pour combattre les crimes financiers et protéger les Canadiens et Canadiennes.*
c. *Investissement de 755 millions de dollars pour améliorer l'**accès au sport** pour les Canadiens et Canadiennes, et soutenir les athlètes d'élite du pays.*
d. *Annonce de **l'Agence de l'investissement pour la défense**, qui sera chargée de rééquiper nos militaires et de produire des avantages économiques pour le Canada grâce aux nouveaux investissements dans le secteur de la défense.*

e. *Investissement de près de 1 milliard de dollars pour réparer et entretenir les **ports pour petits bateaux**, qui sont des infrastructures essentielles pour les communautés côtières et la pêche commerciale.*
f. *Investissement de près de 4,3 milliards de dollars pour soutenir l'épanouissement de communautés **autochtones** en santé.*

Les participants et participantes se sont vu présenter une liste de six mesures précises se trouvant dans la Mise à jour, puis devaient faire part de leurs réactions à leur égard. Il est apparu clairement que ce sont les investissements en défense et dans l'infrastructure, de même que celles luttant contre la fraude et les crimes financiers, qui interpellaient le plus fortement les gens.

Le Fonds pour un Canada fort a trouvé écho chez de nombreux participants et participantes, car il semblait évoquer un désir d'autonomie et d'autosuffisance accrues, et attiser le désir chez certaines personnes de manifester leur patriotisme. Quelques personnes l'ont comparé aux obligations de la victoire émises au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Les gens étaient très favorables à l'idée d'investir dans de grands projets nationaux et voyaient cette option comme faisant partie d'une stratégie globale visant à réduire la dépendance du Canada aux États-Unis. Certaines personnes aimaient la possibilité que les Canadiens et Canadiennes puissent investir dans un fonds et bénéficier d'un rendement semblable à celui d'un fonds commun de placement. Il y avait toutefois beaucoup de confusion quant au fonctionnement exact du Fonds pour un Canada fort. Certaines des personnes qui s'y connaissaient bien en finances ont fait remarquer que, pour qu'il s'agisse bien d'un fonds d'investissement souverain, il faudrait qu'un certain excédent de revenu soit investi de quelque façon; or, le Canada ne dispose d'aucun excédent ou surplus de richesse à investir, comme le font les autres nations riches en ressources, telles que la Norvège. Même les personnes les plus enthousiastes à l'égard du Fonds en théorie étaient d'avis qu'elles auraient besoin d'en savoir beaucoup plus sur son fonctionnement et ce qu'il signifierait pour elles, sur le plan individuel.

La création de l'Agence de l'investissement pour la défense a également été accueillie positivement par bon nombre de participants et participantes. Plusieurs ont affirmé que le Canada avait plus que jamais un besoin accru en défense en raison de menaces existentielles de la part de nos voisins, et de perceptions selon lesquelles le secteur militaire était sous-financé depuis plusieurs années. De nombreuses personnes étaient au courant que le Canada s'était engagé auprès de l'OTAN à augmenter ses dépenses militaires, et avaient l'impression que l'Arctique, en particulier, devrait être mieux protégé.

Fait intéressant : plusieurs participants et participantes avaient un lien personnel ou familial à l'armée canadienne et avaient pu constater à quel point les forces armées sont sous-financées et délabrées. Certaines personnes y voyaient un avantage économique à plus grande échelle, car les industries dans le domaine de la défense pourraient créer des emplois au Canada. Cela dit, une minorité de participants et participantes, principalement les plus jeunes au Québec et en Colombie-Britannique, se préoccupaient de ces importantes nouvelles dépenses en défense, car elles vont à l'encontre de leur vision du Canada en tant que nation pacifique et se feraient au détriment d'autres priorités.

La mise sur pied de l'Agence contre les crimes financiers et de la Stratégie nationale antifraude ont également trouvé écho chez un grand nombre de participants et participantes. De plus, il a été précisé qu'un nombre croissant de personnes étaient victimes de fraude en ligne, et plusieurs ont fait part de tentatives de fraude vécues personnellement ou ayant eu lieu dans leur entourage. Dans une ère de changements technologiques rapides et avec l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA), il a été mentionné que les gouvernements et la société doivent constamment garder une longueur d'avance sur les fraudeurs

qui tireront pleinement parti des nouvelles technologies. Les participants et participantes étaient d'avis que les personnes plus âgées étaient particulièrement vulnérables aux tentatives de fraude en ligne. Certaines personnes, en particulier au Québec et en Colombie-Britannique, ont dit espérer que les crimes financiers ciblés par le gouvernement incluaient ceux de l'évasion fiscale et de l'évitement fiscal par les plus riches.

De nombreux participants et participantes aimaient également l'idée d'investir 1 milliard de dollars dans la réparation et l'entretien de ports pour petits bateaux. Cela cadrait avec une certaine sentimentalité pour les communautés côtières, en plus d'être perçu comme présentant des bienfaits environnementaux et économiques. Cette mesure a rallié le soutien de participants et participantes d'un bout à l'autre du pays. Même au sein de ceux et celles des Prairies, des provinces sans accès à la mer, plusieurs avaient des racines au Canada atlantique ou des liens avec les communautés côtières. Les personnes de la Colombie-Britannique voyaient également cette mesure comme bénéficiant aux communautés de la côte pacifique canadienne.

On a également relevé un soutien considérable pour l'octroi de 4,3 milliards de dollars aux communautés autochtones. Les participants et participantes attirés par cette mesure ont souvent décrit leurs observations personnelles de conditions déplorables dans les communautés autochtones ou ont affirmé avoir vu des reportages sur les problèmes sociaux dans ces collectivités, de même que le manque d'eau potable. Plusieurs étaient d'avis que le sort des Autochtones est une honte nationale qu'il faut régler. Quelques participants et participantes ont dit être préoccupés par la façon dont cet argent serait effectivement dépensé, car ils estimaient que la description était vague et ils craignaient que ces fonds soient gaspillés et ne se rendent pas aux communautés qui en ont le plus besoin.

Mesures préoccupantes dans la Mise à jour

La vaste majorité des participants et participantes ont exprimé leur soutien aux six mesures de la Mise à jour qui leur ont été présentées. À savoir si des éléments étaient source de préoccupation, certaines personnes ont évoqué la promesse d'investir 755 millions de dollars de plus dans les sports, un montant qui semblait, pour certains, être petit ou marginal, et donc constituait un beau geste, mais n'était pas une priorité. Certains aimaient l'idée de rendre le sport plus accessible aux Canadiens et Canadiennes en général, mais estimaient qu'elle n'avait pas vraiment sa place auprès d'autres mesures s'attaquant à des questions plus importantes.

Comme il a été mentionné précédemment, un petit nombre de participants et participantes se disaient préoccupés par de gros investissements en défense et par ce qu'il faudrait couper pour octroyer de telles sommes au secteur de la défense. Certaines personnes ont également dit avoir des préoccupations quant à la façon dont les sommes destinées aux communautés autochtones seraient dépensées.

C. Mesures favorisant l'abordabilité

Connaissance des mesures d'abordabilité

Le niveau de connaissance spontanée des mesures du gouvernement fédéral favorisant l'abordabilité était relativement bas. Un faible nombre de participants et participantes ont mentionné avoir entendu parler d'une allocation pour l'épicerie ou de la levée temporaire de la taxe d'accise sur le carburant, mais celle-ci était parfois confondue avec la suspension de la taxe sur le carbone mise en œuvre l'an

dernier. Hormis ces quelques mentions, les mesures s'attaquant au coût de la vie étaient inconnues de la plupart des gens.

Mesures d'abordabilité privilégiées

On a présenté aux participants et participantes sept mesures liées au coût de la vie, et on leur a demandé de choisir celle qu'ils jugeaient la plus importante et qui aurait la plus grande incidence sur eux :

a. *Aide apportée à plus de 12 millions de Canadiens et Canadiennes pour se procurer des produits d'épicerie et de première nécessité grâce à l'**Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels**.*
b. *Suspension temporaire de la **taxe d'accise fédérale sur le carburant**, permettant ainsi aux Canadiens et Canadiennes d'économiser jusqu'à 10 cents le litre pour l'essence et 4 cents le litre pour le combustible diesel.*
c. *Octroi de plus de 7 milliards de dollars en **financement à faible coût** pour aider les constructeurs à concrétiser leurs projets plus tôt, ce qui accélérera la mise en marché de logements locatifs.*
d. *Accès facilité au **Crédit d'impôt pour personnes handicapées** en simplifiant le processus de demande pour les personnes atteintes de certaines affections médicales de longue durée.*
e. *Réduction des cotisations au **Régime de pensions du Canada**, de 9,9 % à 9,5 %. Cela se traduirait par des économies annuelles de quelque 133 $ pour une personne gagnant 70 000 $ par année.*
f. *Mesure visant à prolonger l'aide aux personnes **en situation d'itinérance** et à s'assurer que les personnes victimes de violence fondée sur le genre ont accès à un **logement sécuritaire**.*

Parmi les six mesures liées à l'abordabilité que contenait la Mise à jour économique du printemps, celle que les participants et participantes avaient le plus tendance à prioriser était celle de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Plusieurs personnes en avaient entendu parler avant qu'on la leur présente; il était donc clair qu'elle attire l'attention dans un contexte où le coût du panier d'épicerie est source de préoccupation majeure. Certaines personnes ont affirmé que la mesure était moins substantielle qu'il n'y paraissait, car elle remplaçait essentiellement le remboursement de TPS/TVH que de nombreuses personnes recevaient déjà. D'autres s'interrogeaient quant au montant de l'allocation et à leur propre admissibilité à celle-ci, puisqu'elle ne s'adresse qu'à certaines tranches de revenus. Ces personnes ont fait remarquer que si la mesure était dédiée à 12 millions de Canadiens et Canadiennes, elle laissait clairement en plan une large portion de la population qui n'y aurait pas droit. Certains craignaient également que cette mesure ne s'avère qu'une initiative à court terme ou une mesure symbolique qui ne s'attaquait pas aux causes profondes de la hausse du panier d'épicerie.

Un autre segment considérable des répondants et répondantes avait l'impression que la suspension de la taxe d'accise sur le carburant était la mesure ayant le plus d'importance et d'impact, car elle était vue comme un geste très concret qui procurerait un soulagement immédiat à la pompe. Les personnes qui vivent dans les régions rurales et périurbaines où les déplacements requièrent l'utilisation d'un véhicule étaient particulièrement enthousiastes à l'égard de cette mesure. Cela dit, certaines personnes ont mentionné qu'en aval de la suspension de la taxe d'accise sur le carburant, le prix du carburant était toujours en hausse et se demandaient si cet allègement fiscal bénéficiait effectivement aux consommateurs du pays, ou si c'étaient les pétrolières qui l'empochaient. Certains participants et participantes au Québec étaient peu enthousiastes à l'égard de cette mesure, étant d'avis qu'on devrait désinciter l'utilisation de carburants fossiles et non la subventionner.

Le soutien accru offert aux personnes en situation d'itinérance a aussi été bien reçu chez bon nombre de participants et participantes. Plusieurs étaient d'avis qu'il s'agissait d'un enjeu devenu très visible et d'un signe de déclin social, et pas seulement dans les grandes villes, mais de plus en plus dans les collectivités rurales et de plus petite taille. De plus, le fait que cette mesure soit liée à l'offre de logement sécuritaire aux victimes de violence fondée sur le genre a également attiré des commentaires favorables.

En dépit des préoccupations soulevées spontanément par plusieurs au sujet de la crise du logement au Canada, les réactions étaient partagées en ce qui concerne l'octroi de 7 milliards de dollars en financement à faible coût pour les constructeurs. En effet, certains participants et participantes étaient en faveur de toute mesure s'attaquant à la crise du logement et aimaient que cela semble davantage se traduire par des gestes concrets. D'autres se disaient toutefois sceptiques à savoir si une telle mesure mènerait à la construction de nouveaux logements à faible coût. Ces personnes ont fait remarquer que la description de la mesure ne précisait rien quant au caractère abordable de ces nouveaux projets immobiliers; elles ont également mentionné voir constamment de nouvelles habitations être construites autour d'eux, mais que celles-ci ne semblaient jamais être des logements abordables, et qu'il s'agissait bien souvent de copropriétés de luxe et d'immeubles de placement.

La simplification du Crédit d'impôt pour personnes handicapées a été perçue comme une bonne mesure, mais n'a presque jamais été jugée comme étant la plus percutante de la liste. Elle était considérée comme une mesure qui ne visait qu'un segment relativement restreint de la population et qui était essentiellement une question de processus qui pourrait, certes, faciliter l'accès à ce crédit d'impôt, mais où l'on ne disait rien pour ce qui est de le rendre plus généreux. Quelques participants et participantes qui ont une incapacité ou qui agissent à titre de proche aidant d'une personne en situation de handicap ont commenté le fait que les processus de demande pour toute prestation d'invalidité sont, à l'heure actuelle, inutilement pénibles.

La réduction du taux de cotisation au RPC, passant de 9,9 % à 9,5 %, a été largement considérée comme ne représentant que de très petites économies. Il a été mentionné qu'un montant annuel de 133 $ ne représentait qu'à peine plus de deux dollars par semaine. Certaines personnes se sont également demandé si la réduction du taux de cotisation au RPC pouvait avoir des conséquences à long terme sur la viabilité du Régime et si elle en valait bien la peine, puisqu'elle se traduisait en économies négligeables pour la plupart des gens.

En tout et partout, ces mesures favorisant l'abordabilité ont été perçues par la plupart des participants et participantes comme des actions positives qui semblent s'attaquer aux aspects les plus saillants de la hausse du coût de la vie, à savoir, les prix du panier d'épicerie, du carburant et du logement. Cela dit, bon nombre d'entre eux estimaient également qu'il s'agissait largement de solutions symboliques qui ne traitent pas les causes profondes de la crise d'abordabilité et auraient souhaité voir davantage de mesures systémiques plus approfondies être adoptées.

D. Mesures relatives aux métiers spécialisés

Connaissance des mesures relatives aux métiers spécialisés

La plupart des gens n'avaient pas entendu parler des mesures du gouvernement fédéral pour favoriser l'emploi dans les métiers spécialisés. Quelques-uns avaient vaguement entendu des nouvelles au sujet de

programmes d'apprentissage ou d'autres initiatives pour inciter plus de jeunes à choisir les métiers spécialisés. Il a parfois été mentionné que plusieurs gouvernements provinciaux avaient également mis sur pied des initiatives dans ce domaine; ainsi, peu de participants et participantes étaient en mesure de nommer des initiatives propres au gouvernement du Canada.

Mesures relatives aux métiers spécialisés dans la Mise à jour

On a précisé aux participants et participantes que, dans le cadre de la Mise à jour économique du printemps, le gouvernement a lancé « Une équipe Canada forte », un programme de près de 6 milliards de dollars visant à recruter et à former des Canadiens et Canadiennes aux métiers spécialisés et comportant les mesures suivantes :

a. *Le programme **Une Équipe Canada forte** permettra aux jeunes de 15 à 30 ans d'occuper un emploi lié à un métier, qui est rémunéré et de niveau d'entrée, puis de se diriger vers l'apprentissage*
b. *Le **Service d'apprentissage pour bâtir le Canada** aidera les employeurs à embaucher, à former et à maintenir en poste des apprentis grâce à de subventions salariales pouvant atteindre 10 000 $.*
c. *Mise en place d'une nouvelle **subvention aux apprentis** restructurée qui procurera aux apprentis un supplément de revenu de 400 $ par semaine.*
d. *Récompense de la réussite et accélération de l'obtention d'une **accréditation Sceau rouge** pour augmenter les taux de réussite en versant une prime unique de 5 000 $ aux apprentis qui obtiennent une accréditation.*
e. *Élargissement des parcours vers des métiers spécialisés dans les Forces armées canadiennes : nouveau programme pilote d'acquisition **d'expérience dans les métiers de la Réserve** qui sera étendu aux cadets et rangers juniors canadiens.*

Après qu'on leur a décrit le programme Une Équipe Canada forte et qu'on leur a présenté cette liste de mesures visant à accroître le nombre de Canadiens et Canadiennes faisant carrière dans les métiers spécialisés, l'ensemble des participants et participantes, ou presque, ont réagi très favorablement. Plusieurs ont évoqué le besoin d'un plus grand nombre de gens de métier et le fait qu'à l'ère où l'intelligence artificielle risque d'éliminer beaucoup d'emplois de cols blancs, les métiers spécialisés sont considérés comme un domaine où l'on aurait toujours besoin d'humains. Il convient de souligner à quel point les participants et participantes de tous les groupes d'âge et de toutes les régions croyaient fortement qu'il était louable que le gouvernement souhaite encourager plus de gens à faire carrière dans les métiers spécialisés. Certains ont mentionné que, dans le passé, il y avait peut-être eu trop d'importance accordée à l'éducation universitaire et qu'il était maintenant nécessaire de renforcer l'idée que les métiers spécialisés sont une excellente option pour beaucoup.

Plusieurs participants et participantes plus jeunes ont fait remarquer qu'il y a quelques années, on leur avait recommandé de se spécialiser dans les TI pour accéder aux « emplois de demain » et qu'aujourd'hui, le marché de l'emploi dans ce secteur s'étant tari, ils regrettaient de n'avoir pas choisi d'apprendre un métier spécialisé. Certaines personnes se demandaient aussi ce que constituaient, exactement, les métiers spécialisés et si ce secteur couvrait une plus grande diversité de métiers que ceux stéréotypés en plomberie et en électricité. Il a également été noté qu'il faudrait s'assurer de présenter les métiers spécialisés comme un domaine diversifié où les femmes sont les bienvenues.

La mesure relative aux métiers spécialisés qui a le plus trouvé écho a été celle du programme Une Équipe Canada forte, qui aide les 15 à 30 ans à acquérir de l'expérience dans le domaine. Beaucoup aimaient

l'idée d'un programme qui aiderait les jeunes à décrocher des emplois de premier échelon et contribuerait à dissoudre les préjugés associés aux métiers spécialisés. Il convient de souligner que certains participants et participantes plus âgés se questionnaient à savoir pourquoi le programme prévoyait un seuil maximal d'âge, puisque bon nombre de travailleurs et travailleuses de plus de 30 ans pourraient souhaiter changer de carrière.

La mesure se classant au deuxième rang des plus populaires a été celle du Service d'apprentissage pour bâtir le Canada. Elle a trouvé écho auprès de beaucoup, qui la considéraient comme un moyen d'aider les employeurs à embaucher de nouvelles personnes grâce à une subvention salariale. Plusieurs participants et participantes se sont exprimés sur le fait que, dans un marché du travail plus difficile, de nombreux employeurs hésitent à embaucher de jeunes travailleurs et travailleuses, et qu'en offrant une certaine subvention salariale, on pourrait favoriser ces embauches et permettre aux jeunes d'acquérir une expérience de travail.

Bon nombre de participants et participantes se sont également prononcés sur l'importance, à leurs yeux, d'accorder une prime de 5 000 $ pour l'obtention d'une accréditation Sceau rouge, qui viendrait inciter les jeunes à terminer leur formation. Bien que, dans leur priorisation des six mesures, peu de gens privilégiaient la subvention incitative aux apprentis ou les parcours vers des métiers spécialisés dans les Forces armées canadiennes, la plupart y réagissaient favorablement et croyaient qu'elles constituaient d'importants éléments de l'initiative globale visant les métiers spécialisés.

En général, les participants et participantes ont aimé toutes les mesures présentées et se réjouissaient de voir que le gouvernement du Canada mettait l'accent à ce point sur les métiers spécialisés, un domaine considéré par beaucoup comme ayant été injustement stigmatisé dans le passé. Plusieurs ont affirmé que s'ils étaient en début de carrière, l'existence de tels programmes les amènerait sérieusement à envisager une carrière dans les métiers spécialisés.

E. Dernières évaluations

Association de mots à la Mise à jour économique

Comme il a été mentionné plus haut, personne ou presque n'avait entendu parler de la Mise à jour économique du printemps, donc personne n'était en mesure de se prononcer spontanément sur son contenu, en début de séance, avant l'exploration des diverses dispositions. Après avoir discuté du contenu de la Mise à jour, y compris des mesures particulières touchant l'abordabilité et les métiers spécialisés, les participants et participantes ont été invités à évaluer la Mise à jour économique du printemps dans son ensemble. Au terme de la discussion sur les dispositions de celle-ci, les opinions étaient partagées, mais en général neutres ou positives. Beaucoup de participants et participantes ont mentionné ne pas avoir d'emblée de grandes attentes à l'égard du gouvernement fédéral.

Les termes les plus souvent utilisés pour décrire la Mise à jour étaient généralement plutôt positifs, par exemple, « espoir », « optimiste », « encouragement », « approche progressive » et « prometteuse ». Les personnes ayant réagi surtout positivement à la Mise à jour la voyaient comme un pas dans la bonne direction qui semble tenter de répondre à chacune des grandes préoccupations des Canadiens et Canadiennes. Comme la plupart des gens n'avaient rien entendu au sujet de la Mise à jour avant la séance, ils se réjouissaient d'apprendre que le gouvernement s'affairait en ce sens. Certaines personnes ont indiqué accueillir avec espoir le fait que le gouvernement investisse et tente, au moins, de s'attaquer aux problèmes, comme la hausse des coûts d'épicerie et l'itinérance.

D'autres participants et participantes ont décrit la Mise à jour à l'aide de mots ou de termes plutôt neutres, comme « vague », « statu quo », « standard », « pensée magique » et « peu publicisée ». Ils ont fait remarquer que la Mise à jour avait eu si peu de couverture qu'ils se demandaient à quel point elle était vraiment importante. Certaines personnes ont affirmé qu'il n'y avait là « rien de révolutionnaire » et que ça ressemblait à un exercice typique de liste à cocher, où le gouvernement proposait une série de mesures tape-à-l'œil plaisant à certains segments particuliers de la population ou d'initiatives touchant les grandes préoccupations des gens, mais que les mesures elles-mêmes étaient souvent mineures et à impact restreint.

Certaines personnes ont admis voir ces mesures d'un bon œil ou comme un pas dans la bonne direction, mais douter qu'elles bénéficient personnellement de cette Mise à jour. Il a également été mentionné que l'impact de certaines des mesures ne se ferait sentir qu'à long terme et qu'il était donc difficile d'évaluer cette Mise à jour.

Un petit nombre de participants et participantes ont associé des termes plus négatifs à la Mise à jour économique, la qualifiant ainsi : « décevante », « médiocre », « *bof* » (ou « *meh* »), « faible » et « trop peu, trop tard ». Ceux et celles ayant une opinion plutôt négative de la Mise à jour étaient d'avis qu'il s'agissait d'une vision à court terme et de solutions symboliques qui ne s'attaquaient pas aux causes profondes de la tourmente économique.

Les gens étaient généralement d'avis que la Mise à jour montre que le gouvernement a de bonnes priorités, mais certaines personnes doutaient que ces mesures s'attaquent aux causes profondes et à long terme de nos difficultés économiques, et craignaient que leur impact soit trop petit pour changer véritablement les choses. Quelques personnes ont souligné l'absence de mesures budgétaires touchant les soins de santé ou l'environnement. D'autres auraient aimé voir quelques mesures axées sur la sécurité publique, la criminalité et les taux d'immigration.

Annexe A : Méthodologie

Environics Research a mené, en mai 2026, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer le niveau de connaissance et les impressions des Canadiens et Canadiennes à l'égard de la Mise à jour économique du printemps.

Composition des groupes

Environics Research a mené, du 6 au 13 mai 2026, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe. Au total, 73 personnes ont pris part à ces discussions menées dans la foulée du dépôt de la Mise à jour économique du printemps au Parlement le 28 avril 2026. Deux séances ont été organisées dans chacune de cinq régions suivantes : l'Ontario, les provinces de l'Atlantique, la Colombie-Britannique, les Prairies et le Québec. Dans chaque région, une séance a été menée auprès de participants et participantes plus jeunes (de 18 à 34 ans ou de 18 à 54 ans), et l'autre, auprès de personnes plus âgées (55 ans et plus). Les deux séances du Québec se sont déroulées en français, et les huit autres, en anglais.

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (en anglais)	Mercredi 6 mai	16 h HE – Groupe 1 – 55 ans et plus 18 h HE – Groupe 2 – 18 à 34 ans
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (en anglais)	Jeudi 7 mai	17 h HE (16 h HC/15 h HR) – Groupe 3 – 55 ans et plus 19 h HE (18 h HC/17 h HR) – Groupe 4 – 35 à 54 ans
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (en anglais)	Vendredi 8 mai	14 h HE (15 h HA) – Groupe 5 – 55 ans et plus
C.-B./territoires (en anglais)	Lundi 11 mai	18 h HE (15 h HP) – Groupe 6 – 55 ans et plus 20 h HE (17 h HP) – Groupe 7 – 18 à 34 ans
Québec (en français)	Mardi 12 mai	16 h HE – Groupe 8 – 50 ans et plus 18 h HE – Groupe 9 – 18 à 49 ans
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (en anglais)	Mercredi 13 mai	16 h HE (17 h HA) – Groupe 10 – 18 à 54 ans

Les 73 participants et participantes étaient âgés de 18 ans et plus et représentaient différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, d'environ 90 minutes, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes), qui ont chacune reçu une somme de 100 $.

Recrutement

Environics a mis au point un questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Finances Canada à des fins de vérification avant de le déployer. Le recrutement a été effectué par le partenaire d'Environics, Trend Research, une entreprise de recrutement aux fins d'études qualitatives bien établie et parmi les plus respectées au pays. Toutes les activités de recrutement ont été menées au téléphone et par courriel par l'équipe professionnelle de recruteurs qualifiés et expérimentés de Trend. Trend gère un panel de participants potentiels à des études qualitatives partout au Canada. Le panel est composé de personnes qui ont pris part à des sondages quantitatifs et qui ont accepté que l'on communique de nouveau avec elles pour prendre part à des études qualitatives rémunérées, ainsi que de personnes

recrutées au moyen de publicités sur les médias sociaux. Les participants et participantes ont été joints aléatoirement par téléphone ou par courriel, puis ont fait l'objet d'une sélection pour qu'on s'assure qu'ils étaient invités à la séance pertinente. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de genres, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes, mais aussi en tenant compte de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Tous et toutes se sont vu offrir une somme de 100 $ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur participation.

Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participants et participantes devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Trois spécialistes d'expérience en recherche ont animé les diverses séances :

- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé les huit séances en anglais.
- France Mercier, associée principale à Environics, a animé les deux séances en français.

L'intégralité de la recherche qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles et aux lois fédérales applicables, notamment la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Limites

L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Guide de discussion

5 mai 2026

Environics Research
Séances de discussion sur l'économie canadienne – Réactions à la Mise à jour économique du printemps de 2026
Finances Canada – Guide de discussion

1. Présentation de la procédure (10 minutes)

Bonjour tout le monde, je m'appelle [NOM] et je travaille pour Environics Research, une société de recherche sur l'opinion publique. Bienvenue à cette séance de discussion en ligne. C'est moi qui l'animerai. Elle s'inscrit dans une série de séances de discussion en ligne que nous menons auprès de personnes d'un bout à l'autre du pays pour le compte du gouvernement du Canada. La séance durera au plus 90 minutes.

Nous souhaitons connaître votre opinion; n'hésitez donc pas à exprimer votre accord ou votre désaccord avec les autres participantes et participants. Sachez également que notre discussion est enregistrée pour faciliter la rédaction du rapport. Cet enregistrement ne sera utilisé qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera transmis à aucun tiers. ANIMATION : LANCER L'ENREGISTREMENT À PARTIR DE L'APPLICATION ZOOM.

De plus, quelques observateurs de l'équipe de recherche et du gouvernement du Canada assisteront à la séance et prendront des notes en sourdine. Permettez-moi également de vous rappeler que tout ce que vous direz ici demeurera confidentiel et anonyme, et qu'aucun de vos commentaires ne sera associé à votre nom, et ce, dans tous les rapports produits dans le cadre de ce projet.

Nous échangerons principalement par vidéo, mais je partagerai également mon écran avec vous pour vous montrer des choses. Nous utiliserons aussi la fonction de clavardage (en anglais : « *chat* ») de temps à autre, lorsque je vous demanderai de réagir par écrit. Je vais taper « Bonjour » dans la fenêtre de clavardage; pouvez-vous tous le voir? Veuillez répondre « Bonjour » à « Tout le monde » (en anglais : « *Everyone* ») afin que l'on puisse s'assurer que tout fonctionne correctement pour l'ensemble du groupe.

Si vous avez l'impression de ne pas avoir eu l'occasion de vous exprimer au cours de la séance, n'hésitez pas à ajouter vos commentaires par écrit à l'aide de la fonction de clavardage. Faites part de vos commentaires à tout le monde, à moins que vous ne sentiez le besoin de m'envoyer un message privé.

Avant de commencer, j'aimerais également dire que si vous croyez qu'il peut y avoir beaucoup de bruit de votre côté (p. ex., des enfants, un chien qui aboie, etc.), veuillez cliquer sur le bouton « Sourdine » (en anglais : « *Mute* »). Réactivez le son lorsque vous désirez dire quelque chose. Vous recevrez la rémunération en argent promise par virement électronique dans les deux prochaines semaines.

Faisons un tour de table virtuel pour que chaque personne se présente. Dites-nous votre prénom et parlez-nous un peu de vous en nous indiquant, par exemple, d'où vous appelez, le type d'emploi que vous occupez ou les études que vous faites, ainsi que la composition de votre ménage (famille, animaux de compagnie, etc.).

2. Mise à jour économique du printemps – Premières impressions (15 minutes)

Nous discuterons aujourd'hui d'enjeux liés à l'économie canadienne. Avez-vous entendu quelque chose au sujet de l'économie au cours des 1 ou 2 dernières semaines, par exemple, dans les actualités ou les annonces du gouvernement fédéral? **SI OUI** : Qu'avez-vous entendu?

EXPLORER SI PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la Mise à jour économique du printemps du gouvernement? En avez-vous entendu parler? **RÉPONSE À MAIN LEVÉE.**

AU BESOIN, LIRE CE QUI SUIT : Chaque année, le gouvernement fédéral émet une mise à jour économique environ six mois après le dépôt de son budget annuel. Cette mise à jour nous indique les dépenses et les revenus du gouvernement et tout changement éventuel concernant le déficit ou la dette, et elle met en évidence toute mesure politique nouvelle ou revue.

Cette année, la Mise à jour économique du printemps a été déposée [la semaine dernière/le 28 avril]. Veuillez répondre à la question suivante dans la fenêtre de clavardage : « *Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en pensant à la Mise à jour économique de cette année?* » **REMARQUE :** Il peut s'agir de ce que vous avez perçu comme étant le principal objectif ou les principales priorités du gouvernement dans cette Mise à jour, ou encore d'une mesure précise dont vous vous souvenez. (REMARQUE : Si vous n'avez rien entendu au sujet de la Mise à jour économique du printemps, vous pouvez inscrire « Rien ».)

Pourquoi?

EXPLORER : Votre impression globale de la Mise à jour économique du printemps était-elle positive ou négative? Pourquoi?

Y a-t-il des aspects précis de cette Mise à jour dont vous avez entendu parler et qui vous ont plu? Y a-t-il des aspects qui vous ont déplu ou qui manquaient, selon vous?

Où avez-vous entendu parler de la Mise à jour économique?

3. Gestion des finances et du déficit (10 minutes)

Avez-vous récemment entendu quoi que ce soit concernant le déficit du gouvernement fédéral, que ce soit dans la Mise à jour économique ou ailleurs? **SI OUI :** Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

La Mise à jour économique prévoit que le déficit du gouvernement du Canada de cette année sera de 67 milliards de dollars, et donc inférieur de 11 milliards de dollars par rapport aux prévisions du budget de l'automne dernier. En avez-vous entendu parler?

Que pensez-vous de ce changement?

> **Explorer :** Est-ce qu'il s'agit d'un signe positif, ou croyez-vous que le gouvernement devrait réduire le déficit plus rapidement?

Sachant que le déficit est moins élevé que prévu, comment décririez-vous l'état des finances du gouvernement fédéral aujourd'hui?

Croyez-vous que le gouvernement ne devrait pas du tout enregistrer de déficit, ou est-ce quelque chose que nous devons accepter?

Dans l'ensemble, quelle est votre impression de la situation financière globale du gouvernement à l'heure actuelle par rapport à ce qu'elle était il y a un an? Vous semble-t-elle plus stable, environ la même, ou plus incertaine?

4. **Mise à jour économique du printemps – Mesures précises (15 minutes)**

Revenons à la Mise à jour économique du printemps. La Mise à jour comprenait plusieurs mesures précises; je vais vous en présenter quelques-unes pour connaître vos réactions (que ce soit, ou non, la première fois que vous en entendiez parler). Voici une liste de certains des éléments clés de la Mise à jour : **PARTAGER L'ÉCRAN (DIAPOSITIVE 1)**

g. Présentation du **Fonds pour un Canada fort**, un fonds d'investissement souverain qui investira dans des entreprises et des projets canadiens stratégiques sur le plan commercial. Les Canadiens et Canadiennes auront la possibilité d'investir dans le Fonds et de partager les rendements financiers générés par ces projets.
h. Présentation de **l'Agence contre les crimes financiers et** de la **Stratégie nationale antifraude** pour combattre les crimes financiers et protéger les Canadiens et Canadiennes.
i. Investissement de 755 millions de dollars pour améliorer **l'accès au sport** pour les Canadiens et Canadiennes, et soutenir les athlètes d'élite du pays.
j. Annonce de **l'Agence de l'investissement pour la défense**, qui sera chargée de rééquiper nos militaires et de produire des avantages économiques pour le Canada grâce aux nouveaux investissements dans le secteur de la défense.
k. Investissement de près de 1 milliard de dollars pour réparer et entretenir les **ports pour petits bateaux**, qui sont des infrastructures essentielles pour les communautés côtières et la pêche commerciale.
l. Investissement de près de 4,3 milliards de dollars pour soutenir l'épanouissement de communautés **autochtones** en santé.

Aviez-vous déjà entendu parler de l'une ou l'autre de ces mesures? Laquelle?

Veuillez répondre dans la fenêtre de clavardage : « *Quels sont les deux éléments de cette liste qui se démarquent positivement pour vous, personnellement?* » Vous pouvez inscrire la lettre associée à chaque énoncé.

Encore une fois, dans la fenêtre de clavardage : « *Y a-t-il quelque chose dans cette liste qui est, d'après vous, une mauvaise idée?* »

Pourquoi avez-vous choisi ces énoncés?

5. **Mise à jour économique du printemps – Mesures d'abordabilité (10 minutes)**

Avez-vous entendu parler de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour rendre le coût de la vie plus abordable?

Le gouvernement a également inclus à la Mise à jour économique du printemps des mesures pour remédier aux problèmes liés au coût de la vie et au logement. En voici quelques-unes. PARTAGER L'ÉCRAN (DIAPOSITIVE 2).

g. Aide apportée à plus de 12 millions de Canadiens et Canadiennes pour se procurer des produits d'épicerie et de première nécessité grâce à **l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels**.

h. Suspension temporaire de la **taxe d'accise fédérale sur le carburant**, permettant ainsi aux Canadiens et Canadiennes d'économiser jusqu'à 10 cents le litre pour l'essence et 4 cents le litre pour le combustible diesel.
i. Octroi de plus de 7 milliards de dollars en **financement à faible coût** pour aider les constructeurs à concrétiser leurs projets plus tôt, ce qui accélérera la mise en marché de logements locatifs.
j. Accès facilité au **Crédit d'impôt pour personnes handicapées** en simplifiant le processus de demande pour les personnes atteintes de certaines affections médicales de longue durée.
k. Réduction des cotisations au **Régime de pensions du Canada**, de 9,9 % à 9,5 %. Cela se traduirait par des économies annuelles de quelque 133 $ pour une personne gagnant 70 000 $ par année.
l. Mesure visant à prolonger l'aide aux personnes **en situation d'itinérance** et à s'assurer que les personnes victimes de violence fondée sur le genre ont accès à un **logement sécuritaire**.

Aviez-vous déjà entendu parler de l'une ou l'autre de ces mesures? Laquelle?

Laquelle de ces mesures est, d'après vous, la plus importante et percutante? Vous pouvez inscrire la lettre dans la fenêtre de clavardage.

À votre avis, ces mesures de réduction du coût de la vie et d'accès au logement vont-elles changer les choses pour les gens de votre communauté ou vous-même? Croyez-vous que ces mesures seront bénéfiques à long terme?

6. Mise à jour économique du printemps – Métiers spécialisés (10 minutes)

Avez-vous entendu parler de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour augmenter le nombre de Canadiens et Canadiennes faisant carrière dans un métier spécialisé?

Dans le cadre de sa Mise à jour économique du printemps, le gouvernement a lancé « Une équipe Canada forte », un programme de près de 6 milliards de dollars visant à recruter et à former des Canadiens et Canadiennes aux métiers spécialisés. Ce soutien envers les travailleurs comprend ce qui suit : **PARTAGER L'ÉCRAN (DIAPOSITIVE 3).**

f. Le programme **Une Équipe Canada forte** permettra aux jeunes de 15 à 30 ans d'occuper un emploi lié à un métier, qui est rémunéré et de niveau d'entrée, puis de se diriger vers l'apprentissage
g. Le **Service d'apprentissage pour bâtir le Canada** aidera les employeurs à embaucher, à former et à maintenir en poste des apprentis grâce à de subventions salariales pouvant atteindre 10 000 $.
h. Mise en place d'une nouvelle **subvention aux apprentis** restructurée qui procurera aux apprentis un supplément de revenu de 400 $ par semaine.
i. Récompense de la réussite et accélération de l'obtention d'une **accréditation Sceau rouge** pour augmenter les taux de réussite en versant une prime unique de 5 000 $ aux apprentis qui obtiennent une accréditation.
j. Élargissement des parcours vers des métiers spécialisés dans les Forces armées canadiennes : nouveau programme pilote d'acquisition **d'expérience dans les métiers de la Réserve** qui sera étendu aux **cadets et rangers juniors canadiens**.

Laquelle de ces mesures est, d'après vous, la plus importante et percutante? Vous pouvez inscrire la lettre dans la fenêtre de clavardage. Pourquoi?

Ces mesures rendent-elles les métiers spécialisés plus attrayants? Si vous en étiez au début de votre parcours professionnel, seriez-vous plus susceptible d'envisager de faire carrière dans un métier spécialisé après avoir vu ces mesures?

7. Conclusion (10 minutes)

À la lumière de ces faits saillants, quelle est votre impression globale de la Mise à jour économique du printemps? Dans la fenêtre de clavardage : « *Quel mot utiliseriez-vous pour décrire cette Mise à jour?* »

Pourquoi avez-vous choisi ce mot pour la décrire?

Croyez-vous que le gouvernement fait les bons choix en matière d'investissements?

Pourquoi? Dans l'ensemble, cette Mise à jour économique va-t-elle changer les choses pour les gens de votre entourage ou vous-même en ce qui concerne l'abordabilité et le coût de la vie? De quelle façon?

Nous avons abordé plusieurs sujets aujourd'hui, et je vous remercie d'avoir consenti à nous accorder le temps et l'énergie nécessaires pour participer et nous faire part de votre opinion. Vos commentaires sont très importants et très utiles. Avant de terminer, je vous invite à me faire part de tout autre commentaire relatif aux sujets d'aujourd'hui que vous aimeriez transmettre au gouvernement du Canada.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Annexe C : Questionnaire de recrutement

27 avril 2026

Environics Research Group ltée

Groupes de discussion – Mise à jour économique du printemps 2026

Finances Canada

PN12156

Questionnaire de recrutement pour les séances de discussion en groupe

Nom du répondant : _____

N° de tél. (domicile) : _____

N° de tél. (travail) : _____

N° de groupe : _____

Recruteur : _____

GROUPE 1 Ontario – Adultes de 55 ans ou plus Mercredi 6 mai 16 h HE	GROUPE 2 Ontario – Adultes de 18 à 34 ans Mercredi 6 mai 18 h HE	GROUPE 3 Prairies – Adultes de 55 ans ou plus Jeudi 7 mai 17 h HE (16 h HC/15 h HR)	GROUPE 4 Prairies – Adultes de 35 à 54 ans Jeudi 7 mai 19 h HE (18 h HC/17 h HR)
GROUPE 5 Atlantique – Adultes de 55 ans ou plus Vendredi 8 mai 14 h HE (15 h HA)	GROUPE 6 Colombie-Britannique – Adultes de 55 ans ou plus Lundi 11 mai 18 h HE (15 h HP)	GROUPE 7 Colombie-Britannique – Adultes de 18 à 34 ans Lundi 11 mai 20 h HE (17 h HP)	GROUPE 8 Québec (français) – Adultes de 50 ans ou plus Mardi 12 mai 16 h HE
GROUPE 9 Québec (français) – Adultes de 18 à 49 ans Mardi 12 mai 18 h HE	GROUPE 10 Atlantique – Adultes de 18 à 54 ans Mercredi 13 mai 16 h HE (17 h HA)		

Huit personnes recrutées par séance. Compensation financière : 100 $. Porter attention aux catégories selon l'âge. Moitié-moitié hommes-femmes. Les groupes 5 et 10 doivent couvrir les quatre provinces de l'Atlantique, et les groupes 3 et 4, les trois provinces des Prairies.

Bonjour, mon nom est ____ et je travaille pour Trend Research, un partenaire d'Environics Research. Nous menons auprès de gens de votre région une série de groupes de discussion en ligne, par vidéoconférence, pour le compte du gouvernement du Canada au sujet d'enjeux touchant l'économie du pays. Would you like to continue this discussion in English? / Voulez-vous continuer cette conversation en français?

Nous cherchons à parler aux Canadiens de 18 ans ou plus. Avez-vous au moins 18 ans? SI NON : Puis-je parler à une personne âgée de 18 ans ou plus? Cette étude est un projet de recherche qui n'a aucune visée commerciale

ou promotionnelle. Votre participation à cette recherche est complètement volontaire et anonyme, et votre décision d'y prendre part ou non n'aura aucune conséquence sur vos relations avec le gouvernement.

La discussion se déroulera par vidéoconférence à l'aide de Zoom et sera menée par un chercheur professionnel d'Environics avec votre participation et celle d'autres personnes de votre région. Me permettez-vous de vous poser quelques questions supplémentaires afin de vérifier si vous répondez aux critères d'admissibilité de notre étude ou de poser quelques questions supplémentaires à un autre membre de votre ménage, afin de vérifier si cette personne répond à ces critères d'admissibilité? Cela prendra environ 5 minutes.

Oui ..... 1 **POURSUIVRE**
Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER**

La séance durera au plus une heure et demie et vous recevrez un montant de 100 $ pour vous remercier de votre participation.

La séance sera enregistrée aux fins de recherche. L'enregistrement ne sera utilisé que par le chercheur professionnel pour l'aider à rédiger son rapport des conclusions de la recherche et sera détruit une fois le rapport achevé. Toutes les informations recueillies, utilisées ou divulguées serviront uniquement aux fins de recherche et seront gérées conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Vous pouvez consulter la politique de confidentialité d'Environics Research à l'adresse https://environics.ca/about/politique-de-confidentialite/

[NOTE À L'INTERVIEWEUR – LIRE CE QUI SUIT EN CAS DE QUESTIONS SUR LES *LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* : « Les renseignements recueillis durant la recherche sont régis par les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, des lois du gouvernement du Canada et des lois provinciales en matière de protection des renseignements personnels. »] Environics est membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC) et adhère à toutes ses normes, et a inscrit le sondage auprès du Service de vérification des recherches du CRIC (nº de référence : 20241202-EN027).

REMARQUE : Si un participant demande des informations sur la société de recherche qui mène l'étude, lui dire : Environics Research est située au 366, rue Adelaide Ouest, bureau 101, à Toronto, en Ontario, et peut être jointe au 416 920-9010.

Oui ..... 1 **POURSUIVRE**
Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER**

1. Est-ce qu'un membre de votre ménage, de votre famille immédiate ou vous-même travaillez actuellement pour l'un des employeurs suivants?

	Non	Oui
Société d'étude de marché, firme de relations publiques ou de communication ou agence de publicité		
Média (p. ex., radio, télévision, journal, magazine, etc.)		
Ministère ou organisme gouvernemental fédéral ou provincial		
Parti politique		

SI OUI À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

2. Les groupes doivent comprendre des personnes de divers groupes d'âge. Pour ce faire, pouvez-vous m'indiquer votre âge exact? _____. INSCRIRE

Moins de 18 ans		**TERMINER**
18 à 24 ans	1	**GROUPES 2, 7, 9 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
25 à 34 ans	2	**GROUPES 2, 7, 9 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
35 à 44 ans	3	**GROUPES 4, 9 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
45 à 49 ans	4	**GROUPES 4, 9 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
50 à 54 ans	5	**GROUPES 4, 8 ET 10 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
55 à 64 ans	6	**GROUPES 1, 3, 5, 6 ET 8 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
65 à 74 ans	7	**GROUPES 1, 3, 5, 6 ET 8 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
75 à 84 ans	8	**GROUPES 1, 3, 5, 6 ET 8 DOIVENT ÊTRE ISSUS DE CETTE CATÉGORIE**
85 ans ou plus		**TERMINER**

3. Quel est votre sexe?

Homme	1
Femme	2 **répartition 50/50, compter « autre » comme l'un ou l'autre**
Autre (PRÉCISER)_____	3

4. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer et ont un revenu?

Une (seulement moi)	**POSER Q5, PUIS PASSER À Q7**
Deux	**PASSER À Q6**
Trois	**PASSER À Q6**
Quatre ou plus	**PASSER À Q6**

POSER SI SEULEMENT UNE PERSONNE AYANT UN REVENU DANS LE MÉNAGE :

5. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôts, pour l'année 2025?

LIRE

01 – Moins de 30 000 $

02 – De 30 000 $ à 50 000 $

03 – De 50 000 $ à 80 000 $

04 – De 80 000 $ à 100 000 $

05 – De 100 000 $ à 120 000 $

06 – De 120 000 $ à 150 000 $

07 – 150 000 $ et plus

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER**

POSER À TOUS LES MÉNAGES DE PLUSIEURS PERSONNES AYANT UN REVENU :

6. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux au revenu annuel <u>total</u>, avant impôts, de <u>tous les membres</u> de votre ménage pour l'année 2025? LIRE

01 – Moins de 30 000 $

02 – De 30 000 $ à 60 000 $

03 – De 60 000 $ à 80 000 $

04 – De 80 000 $ à 100 000 $

05 – De 100 000 $ à 120 000 $

06 – De 120 000 $ à 150 000 $

07 – 150 000 $ et plus

99 – Je refuse de répondre/je ne saurais dire/sans objet **TERMINER**

7. Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre domicile, ou demeurez-vous dans un autre type d'arrangement (p. ex., vivre sans payer de loyer, dans le foyer familial)?

Locataire

Propriétaire

Autre (veuillez préciser) : ____

8. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? RECRUTER UN MÉLANGE

Études secondaires en partie	1	
Diplôme d'études secondaires	2	
Certificat d'une école de métier	3	**RECRUTER UN MÉLANGE**
Études postsecondaires en partie	4	

Diplôme d'études postsecondaires 5

Diplôme d'études supérieures 6

9. Quelle est votre situation d'emploi actuelle? [SUIVRE LES QUOTAS]

Travail à temps plein (35 heures ou plus)	**MINIMUM DE 4 POSER Q10 ET Q11**
Travail à temps partiel (moins de 35 heures)	**MAXIMUM DE 2 POSER Q10 ET Q11**
Personne au foyer	**MAXIMUM DE 1**
Aux études	**MAXIMUM DE 2 – GROUPES 2, 7, 9 OU 10**
À la retraite	**MAXIMUM DE 4 – GROUPES 1, 3, 5, 6 OU 8**
Sans emploi	**MAXIMUM DE 1**

POSER Q10 ET Q11 AUX PERSONNES QUI TRAVAILLENT

10. Avez-vous un emploi ou exploitez-vous une entreprise individuelle (travail autonome)?

Emploi

Travail autonome

11. Quel est votre emploi actuel?

Type d'emploi

Type d'entreprise

POSER SI PERSONNE MARIÉE/EN UNION DE FAIT : QUEL EMPLOI OCCUPE VOTRE CONJOINT OU CONJOINTE?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'EMPLOI EST ASSOCIÉ AUX EXCLUSIONS À Q1.
POSER À TOUS ET À TOUTES

12. Quelles sont vos origines ethniques?

EN ONTARIO ET EN C.-B., recruter au moins trois personnes par groupe qui ne sont pas d'origine européenne ou qui sont membres d'une minorité visible (p. ex., personnes d'origine chinoise ou sud-asiatique, mais aussi, possiblement, personnes autochtones ou afro-canadiennes). Autres régions : Aucun minimum, mais recrutement souhaitable.

13. Nous demandons aux participants aux séances de discussion en groupe d'exprimer leurs opinions et commentaires; dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de faire part de vos opinions à d'autres personnes? Êtes-vous...? [LIRE LA LISTE]

Très à l'aise	1	**MINIMUM DE 5 PAR GROUPE**
Plutôt à l'aise	2	
Pas très à l'aise	3	**TERMINER**
Très mal à l'aise	4	**TERMINER**

14. Avez-vous déjà participé à une séance de discussion ou entrevue individuelle où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?

Oui	1	**MAXIMUM DE 5 PAR GROUPE**
Non	2	**PASSER À Q18**

SI OUI, DEMANDER :

15. À quand remonte la dernière fois où vous avez participé à l'une de ces discussions?

[TERMINER SI 6 MOIS OU MOINS]

16. À combien de séances de discussion individuelles ou en groupe avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

(Veuillez préciser)

SI 5 OU PLUS – TERMINER

17. Quels ont été les sujets abordés dans les séances de discussion ou entrevues individuelles auxquelles vous avez pris part au cours des 5 dernières années?

(Veuillez préciser)

TERMINER SI *ÉCONOMIE* OU *FINANCE*

POSER À TOUS ET À TOUTES

18. Les participants aux groupes de discussion devront joindre une vidéoconférence sur la plateforme Zoom à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette. Pour prendre part à cette étude, vous devrez avoir accès à Internet à partir d'un endroit privé et tranquille. Nous ne sommes pas en mesure de vous fournir ces outils technologiques. Serez-vous en mesure d'avoir accès à Internet pour une discussion audiovisuelle d'une heure et demie tenue à l'aide d'un ordinateur de bureau, d'un ordinateur portable ou d'une tablette?

Oui	**POURSUIVRE**
Non	**TERMINER**

NOTE : CET EXERCICE NE POURRA ÊTRE RÉALISÉ À L'AIDE D'UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE.

19. La séance de discussion se déroulera par l'entremise de la plateforme de conférence Zoom. Si vous n'avez pas déjà utilisé Zoom, vous devrez peut-être installer un logiciel à partir du site https://zoom.us/download. Vous pourrez le supprimer après la séance si vous le souhaitez. Dans quelle mesure avez-vous l'habitude et êtes-vous à l'aise d'utiliser la plateforme de vidéoconférence Zoom?

Très à l'aise	1	**POURSUIVRE**
Plutôt à l'aise	2	**POURSUIVRE**
Pas très à l'aise	3	**TERMINER**
Pas du tout à l'aise	4	**TERMINER**

20. Lors des groupes de discussion, les participants sont parfois invités à saisir leurs réponses aux questions dans la fenêtre de clavardage. Le cas échéant, serez-vous capable de le faire? Si vous utilisez des lunettes ou un appareil auditif, n'oubliez pas de les avoir à portée de main.

Oui	**POURSUIVRE**
Non	**TERMINER**

21. J'aimerais vous inviter à prendre part à un groupe de discussion au sein duquel vous ferez part de vos opinions dans le cadre d'une discussion menée par un animateur et à laquelle participeront d'autres personnes. La séance sera enregistrée et d'autres membres de l'équipe de recherche pourront l'observer, mais votre participation sera confidentielle. Vous devez également accepter de ne divulguer aucun des éléments discutés ultérieurement lors du groupe de discussion. Si vous prenez part à la séance, vous recevez un montant de 100 $ en guise de remerciement pour votre temps. Il vous sera envoyé par voie électronique. Consentez-vous à faire partie du groupe de discussion? En acceptant d'y prendre part, vous donnez votre consentement à ces procédures.

Oui	**POURSUIVRE**
Non	**TERMINER**

22. Nous communiquerons à nouveau avec vous avant la date de la séance pour confirmer votre présence. Veuillez noter que cette invitation ne s'adresse qu'à vous, et que vous ne pouvez pas demander à une autre personne de vous remplacer. Acceptez-vous ces conditions?

Oui	**POURSUIVRE**
Non	**TERMINER**

23. La séance durera environ une heure et demie (90 minutes), mais nous demandons à tous les participants de se connecter à la réunion en ligne (plateforme Zoom) 5 minutes avant le début de la discussion. Serez-vous en mesure de vous y connecter environ 5 minutes avant l'heure prévue de la séance?

Oui	**POURSUIVRE**
Non	**TERMINER**

Veuillez confirmer votre adresse courriel, afin que je puisse vous faire parvenir les informations de connexion à l'application de conférence en ligne Zoom.

Adresse courriel : _____

RELIRE L'ADRESSE COMPLÈTE AFIN D'EN VÉRIFIER L'ORTHOGRAPHE.
(Remarque : Nous vous enverrons les liens pertinents au début de la semaine prochaine.)

BIEN INDIQUER AUX PERSONNES PARTICIPANTES L'HEURE DE LA SÉANCE SELON LEUR FUSEAU HORAIRE.

VOIR LES HEURES ET DATES SUR LA PAGE 1.

INTERVIEWEURS : Les informer qu'il s'agit d'un petit groupe et que les personnes qui ne s'y présenteront pas ou qui annuleront leur participation à la dernière minute mettront le projet en péril. S'assurer que ces personnes comprennent que leur opinion est très importante et que nous tenons à entendre ce qu'elles ont à dire.

NOTE : AVISER LES PERSONNES QU'ELLES RECEVRONT UN APPEL OU COURRIEL DE CONFIRMATION LA VEILLE DE LA SÉANCE. SI, POUR UNE RAISON QUELCONQUE, ELLES N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES, ELLES DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU ____. SI LEUR NOM N'APPARAÎT PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ELLES NE SERONT PAS ADMISES AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UNE PERSONNE PARTICIPANTE A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, ELLE DEVRAIT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO.